



PROJET D'ACCORD-CADRE N°B25-06653

GESTION ET TRI DES DECHETS

**Marché classifié T.S  
SANS détention d'ISC**

**ENTRE :**

Le **COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES**, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15<sup>ème</sup> - immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS PARIS B 775 685 019, représenté par [nom du signataire], agissant en qualité de [qualité/fonction du signataire],

ci-après dénommé « **CEA** »

d'une part,

**ET :**

La société [à compléter par le soumissionnaire], au capital de [à compléter par le soumissionnaire] euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de [à compléter par le soumissionnaire], sous le numéro [à compléter par le soumissionnaire], ayant son siège social [adresse à compléter par le soumissionnaire], et dont l'entité [à compléter par le soumissionnaire] située [à compléter par le soumissionnaire] exécutera les prestations, représentée par [nom du signataire à compléter par le soumissionnaire], agissant en qualité de [qualité/fonction du signataire à compléter par le soumissionnaire],

ci-après dénommée « **Le Titulaire** »

d'autre part.

Ci-après désignés collectivement par « les Parties » et individuellement par « la Partie ».

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :**

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET.....	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES .....	3
ARTICLE 3 - PUBLICATION PAR LE TITULAIRE DE SON BEGES ET DU PLAN DE TRANSITION ASSOCIE .....	4
ARTICLE 4 - DUREE – DELAIS .....	4
ARTICLE 5 - PERIMETRE DE L'ACCORD-CADRE .....	5
ARTICLE 6 - MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE .....	7
ARTICLE 7 - CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION .....	7
ARTICLE 8 - PRESTATIONS DE TRANSPORT INDUITES PAR L'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE .....	8
ARTICLE 9 - OBLIGATIONS DES PARTIES.....	9
ARTICLE 10 - CORRESPONDANTS .....	9
ARTICLE 11 - SUIVI DES PRESTATIONS .....	10
ARTICLE 12 - CLAUSE DE PROGRES ENVIRONNEMENTAL .....	10
ARTICLE 13 - CLAUSE D'INSERTION SOCIALE .....	11
ARTICLE 14 - RECEPTION DE LA PRESTATION .....	13
ARTICLE 15 - DISPOSITIONS FINANCIERES.....	13
ARTICLE 16 - REVISION DES PRIX .....	14
ARTICLE 17 - ECHEANCIER DE FACTURATION .....	16
ARTICLE 18 - CONDITIONS DE FACTURATION ET REGLEMENT .....	16
ARTICLE 19 - PENALITES.....	17
ARTICLE 20 - INTERESSEMENT .....	19
ARTICLE 21 - PERSONNEL DU TITULAIRE .....	19
ARTICLE 22 - SOUS-TRAITANCE .....	19
ARTICLE 23 - DROIT D'AUDIT DE MARCHE ET D'INSPECTION .....	20
ARTICLE 24 - PROTECTION DU SECRET .....	21
ANNEXE 1 - DECOMPOSITION DES PRIX.....	24
ANNEXE 2 - PROCES VERBAL DE RECEPTION .....	25
ANNEXE 3 – CONVENTION D'HEBERGEMENT .....	27

**ARTICLE 1 - OBJET**

Le présent Accord (ci-après dénommé « Accord-cadre ») a pour objet de confier au Titulaire, **les prestations de gestion et de tri des déchets**, ci-après désignés collectivement « les Prestations », et individuellement « la Prestation », pour les besoins du CEA Le Ripault.

Le présent Accord-cadre est passé sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande.

**ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES**

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent Accord-cadre et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- Le plan contractuel de sécurité CEA/LR/DSAT/STL DR 338 signé par les Parties dans sa version applicable,
- Les bons de commande émis pendant l'exécution de l'Accord-cadre,
- Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE), avec faisant partie intégrante le cahier des charges référencé CEA/LR/DSAT/STL DR 337 (ci-après dénommé le Cahier des Charges), ses annexes et ses documents applicables,
- L'instruction SYM S02XX SJD DIR 23000188 B du 23 mars 2023 fixant les dispositions applicables aux titulaires des Marchés passés par le CEA/DAM en matière de protection de l'information Diffusion Restreinte (DR) – déclinaison en règles de sécurité informatique »,
- l'instruction SYM S0201 SPP INQ 09000860 A du 21/12/2009 fixant les dispositions générales applicables aux entreprises extérieures intervenant sur les centres CEA/DAM, complétée par la procédure d'intervention des entreprises extérieures « maîtrise des risques d'interférences » référence SYM D0101 YLR PRO S 05 01 399 D et la procédure d'intervention des entreprises extérieures en secteur pyrotechnique référence SYM D0101 YLR PRO S 05 01 255 A,
- le protocole « Collège des entreprises extérieures intervenant sur le centre du Ripault et au TER » référence SYM D010 YES PRT Q16 01 083 A,
- le règlement intérieur applicable sur le centre Le Ripault, référence SYM D000Y YLR DIR Q19 01 000,
- le Cahier des clauses sociales particulières (C2SP) (téléchargeable sur le site <https://www.cea.fr>, espace Entreprises),
- Les Conditions générales d'achat (CGA) de janvier 2022 (téléchargeables sur le site <https://www.cea.fr>, espace Entreprises),
- A titre supplétif, la proposition du Titulaire référencée [à compléter par le soumissionnaire] en date du [à compléter par le soumissionnaire].

Tous les documents cités ci-avant et non joints au présent Accord-cadre ou au dossier de consultation sont consultables sur demande au CEA. Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus.

Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

### **ARTICLE 3 - PUBLICATION PAR LE TITULAIRE DE SON BEGES ET DU PLAN DE TRANSITION ASSOCIE**

Le Titulaire de l'Accord-cadre, s'il est soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre, indique au CEA à la notification de l'Accord qu'il est à jour de ses obligations, à savoir l'établissement et la publication de son BEGES sur le site de l'ADEME (<https://bilans.ges.ademe.fr/>). Si le Titulaire n'est pas à jour de son obligation d'établir un BEGES, ce dernier dispose d'une période de six (6) mois maximum à compter de la date de notification de l'Accord pour régulariser sa situation et en informer le CEA.

### **ARTICLE 4 - DUREE – DELAIS**

#### **4.1 Durée de l'Accord-cadre**

Le présent Accord-cadre est conclu pour une durée maximale de 48 mois et se décompose comme suit :

- **Phase de réversibilité entrante (Phase A – optionnelle)** d'une durée de 2 mois, soit du 02/11/2026 au 02/01/2027,
- **Phase opérationnelle (Phase B – ferme)** d'une durée de 36 mois, soit du 03/01/2027 au 02/01/2030,
- **Phase opérationnelle (Phase B' – optionnelle)** d'une durée de 10 mois à l'issue de la phase opérationnelle ferme, soit du 03/01/2030 au 31/10/2030,
- **Phase de réversibilité sortante (Phase C – optionnelle)** d'une durée de 1 mois, sur le dernier mois d'exécution de la phase opérationnelle ferme ou affermie.

#### **4.2 Conditions d'affermissement des tranches optionnelles**

La phase de réversibilité entrante (Phase A) pourra être affermie dès la notification de l'Accord-cadre.

L'exécution des prestations correspondant aux phases optionnelles B' et C est subordonnée à l'affermissement de la tranche concernée, prononcée par le CEA par lettre avec accusé de réception.

Six (6) mois avant la fin de la phase opérationnelle ferme (Phase B), le CEA avertit le Titulaire de sa décision d'affermir ou non la phase optionnelle (Phase B') à venir.

Trois (3) mois avant le terme de la phase opérationnelle en cours, le CEA avertit le Titulaire de sa décision d'affermir ou non la phase de réversibilité sortante (Phase C).

L'absence ou le retard d'affermissement d'une ou des tranches optionnelles n'ouvre pas droit, pour le Titulaire, à une indemnité d'attente ou de dédit.

#### 4.3 Délais d'exécution des bons de commande

Tous les bons de commande sont émis pendant la durée d'exécution de l'Accord.

Les délais d'exécution des prestations sont fixés sur chaque bon de commande, conformément aux stipulations du présent Accord.

Si la durée d'exécution d'un bon de commande dépasse le terme de l'Accord, cela ne peut être que pour une période raisonnable afin de ne pas prolonger de façon artificielle l'Accord.

### **ARTICLE 5 - PERIMETRE DE L'ACCORD-CADRE**

Conformément aux spécifications techniques du Cahier des charges référencé à l'article 2 supra, les prestations comprennent :

- Des prestations forfaitaires,
- Des prestations sur bordereaux de prix unitaires,
- Des prestations sur devis préalables forfaitaires.

#### 5.1 Prestations forfaitaires

##### 5.1.1 *Phase de réversibilité entrante - optionnelle (Phase A)*

Pendant une durée de 2 mois, le Titulaire effectuera une prestation de réversibilité entrante consistant à prendre connaissance des prestations à exécuter, conformément aux dispositions du Cahier des Charges (§2.4.2.1).

Pendant la période de réversibilité entrante, le Titulaire n'aura pas la responsabilité de l'atteinte des résultats. La responsabilité de la réalisation et du déroulement des prestations incombera au prestataire sortant.

##### 5.1.2 *Phases opérationnelles – ferme (Phase B) et optionnelle (Phase B')*

En phase opérationnelle, les prestations forfaitaires comprennent notamment :

- La gestion administrative et le pilotage de l'Accord-cadre,
- La gestion déléguée sur site CEA,
- Le conseil, l'assistance et la veille réglementaire,
- Le SVP déchets et les prestations ponctuelles d'assistance technique aux interlocuteurs déchets,
- L'exploitation et la gestion des déchets réceptionnés sur la zone d'entreposage du CEA,
- La fourniture et l'entretien du matériel nécessaire au traitement des déchets,
- Les transports internes au centre le Ripault et à ses annexes,
- Le nettoyage des contenants une fois par an,
- La prise d'échantillon et l'analyse de déchets (hors PFAs), une fois par an,
- Le broyage des déchets papiers, six fois par an,
- La collecte hebdomadaire des DDG,

- La collecte des déchets vracs, en tant que de besoin.

#### 5.1.3 *Phase de réversibilité sortante - optionnelle (Phase C)*

Au cours du dernier mois d'exécution de l'Accord-cadre, le Titulaire pourra être amené à effectuer une prestation de réversibilité consistant à transférer les connaissances qu'il aura acquises à un éventuel nouveau prestataire entrant.

Dans le cadre de l'Accord-cadre, on entend par « réversibilité », l'obligation pour le Titulaire sortant de fournir au CEA, ou à tout tiers désigné par ce dernier, une assistance technique pour permettre au prestataire entrant ou au CEA de prendre connaissance de l'ensemble des conditions de réalisation des prestations dues au titre du Marché, de l'ensemble de la documentation associée et de s'initier aux méthodes et aux outils utilisés.

Pendant cette période les prestations mises à la charge du Titulaire sortant au titre du Marché seront effectuées, dans le respect du Cahier des Charges et des objectifs et résultats qui y figurent (§2.4.2.3) exclusivement sous la responsabilité du Titulaire sortant.

#### 5.2 Prestations sur bordereaux de prix unitaires (BPU)

Les prestations sur bordereaux de prix unitaires comprennent :

- La collecte, le transport, la valorisation et le traitement des déchets dangereux (DDG),
- La collecte, le transport, la valorisation et le traitement des non dangereux (DND),
- La collecte, le transport, la valorisation et le traitement des déchets inertes (DIN),
- La mise à disposition de conditionnements et bennes,
- La réalisation de prestations ponctuelles diverses, à la demande du CEA (destruction de matériels sensibles, évacuation de véhicules usagés, interventions en urgence, dépollution d'équipements, échantillonnage pour analyse, etc.).

#### 5.3 Prestations sur devis préalables forfaitaires

Les prestations sur devis préalables forfaitaires portent sur des prestations supplémentaires non couvertes par le BPU (notamment échantillonnage, analyse, tri et traitement des déchets PFAS) que le CEA se réserve le droit de faire effectuer par le Titulaire dans les conditions définies par l'Accord-cadre.

Le CEA adressera une expression de besoin particulière au Titulaire qui fournira en retour un devis détaillé, dans un délai maximal de 10 jours ouvrés, faisant apparaître :

- une proposition technique, pour répondre aux objectifs et aux résultats attendus définis dans l'expression de besoin,
- une proposition financière forfaitaire,
- un calendrier de réalisation des prestations.

Ces devis sont soumis à l'accord préalable du CEA et une fois acceptés par celui-ci, ont un caractère ferme et forfaitaire. L'accord du CEA sera formalisé par un ordre de service (OS) adressé au Titulaire et faisant référence au devis présenté ainsi qu'au présent Accord-cadre

**ARTICLE 6 - MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE**

La formalisation des Prestations est effectuée par l'émission de bons de commande, adressés au Titulaire par le CEA.

Chaque bon de commande précise :

- La date et le numéro de l'Accord-cadre,
- La date et le numéro du bon de commande (4600xxxxx),
- La désignation des prestations à réaliser,
- La date d'intervention,
- Les délais d'exécution,
- Les prix unitaires et la quantité des prestations réalisées ;
- Le montant du bon de commande.

Au besoin, les Parties conviennent de la faculté d'intégrer au présent Accord-cadre de nouveaux prix unitaires dont le caractère récurrent le justifie. Le prix est négocié entre les Parties sur la base des devis proposés sur les périodes passées.

Aucun début d'exécution de prestations sur bordereau de prix unitaires ne devra intervenir sans que le Titulaire ait reçu préalablement un ordre écrit, à l'exclusion de tout autre formulaire, émanant du CEA et ce, sous peine de non règlement des factures.

Le présent Accord ne constitue en aucun cas un engagement de dépenses de la part du CEA.

**ARTICLE 7 - CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION****7.1 Mesures relatives aux matériels**

Le Titulaire doit posséder les qualifications et les autorisations nécessaires relatives l'exécution des prestations. Les moyens et équipements utilisés doivent être conformes à la législation en vigueur. Il doit détenir les agréments obligatoires nécessaires à l'exercice de ses fonctions. Dans ces conditions, le Titulaire doit fournir au CEA Le Ripault, l'ensemble des documents (qualifications, autorisations, agréments) attestant de sa capacité à réaliser la Prestation.

Le Titulaire est seul responsable vis-à-vis de ses fournisseurs ainsi que de son personnel. Il garantit expressément le CEA de tout recours de ce fait.

Le Titulaire ne peut élever aucune réclamation fondée sur la présence d'autres entreprises dans les locaux où il doit intervenir ; pas plus qu'il ne doit leur causer une gêne en dehors des nécessités de ses propres prestations.

**7.2 Matériel du Titulaire**

Le Titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité le matériel nécessaire à l'exécution de l'Accord-cadre conformément aux dispositions de l'article 18.2 des CGA.

Le Titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas les matériels appartenant au CEA qui ne sont pas mis à sa disposition dans le cadre de l'Accord-cadre.

### 7.3 Moyens mis à disposition par le CEA

Les conditions de mise à disposition de moyens par le CEA sont définies à l'article 19 des CGA et dans la convention d'hébergement (annexe 3 du présent Accord-cadre).

### 7.4 Lieu d'exécution

Les prestations sont effectuées dans les locaux du CEA et du Titulaire ou d'un tiers désigné par ses soins.

### 7.5 Horaire d'ouverture et jours d'accès

L'accès de l'Etablissement est libre pour les salariés CEA les jours ouvrés du lundi au vendredi, sans autorisation particulière, de 7h00 à 19h42.

Pour les salariés des entreprises extérieures, l'accès de l'Etablissement est libre les jours ouvrés, sans autorisation particulière, de 7h30 à 18h30.

### 7.6 Collège des entreprises extérieures

Le CEA/Le Ripault a mis en place un collège des entreprises extérieures qui a pour mission d'améliorer les conditions d'hygiène et de sécurité des interventions des entreprises extérieures dans le respect des principes de prévention, en application du Code du Travail et en particulier des articles L4111-1 à L4111-5 (champ d'application), article L4111-6 (disposition d'application), articles L4121-1 à L4121-5 (obligations de l'employeur), articles L4122-1 à L4122-2 (obligations des travailleurs).

### **L'adhésion à ce collège est obligatoire.**

### 7.7 Sensibilisation aux risques

Toute entreprise intervenant sur le site du CEA Le Ripault a obligation de se signaler au CAS (cadre animateur sécurité - bâtiment 402-T.02.47.34.49.49) pour recevoir une sensibilisation aux risques et aux règles de sécurité.

### 7.8 Accident du travail

Pour tout accident au poste de travail d'un de ses salariés ou d'un des salariés de ses sous-traitants autorisés pour le présent Accord-cadre, qu'il soit bénin, avec ou sans arrêt de travail, le Titulaire devra contacter l'Ingénieur de Sécurité d'Etablissement du CEA/LR dans les quinze jours calendaires suivants l'accident, afin de prendre rendez-vous pour présenter au CEA/LR :

- les circonstances de l'accident,
- l'analyse faite de cet accident,
- les mesures envisagées pour que ce type d'accident ne se reproduise plus.

## **ARTICLE 8 - PRESTATIONS DE TRANSPORT INDUITES PAR L'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE**

Les dispositions relatives à la qualité environnementale des véhicules routiers, la formation des conducteurs à l'éco-conduite et l'information sur les émissions de GES générées par les transports réalisés sont détaillées dans le cahier des charges.



## **ARTICLE 9 - OBLIGATIONS DES PARTIES**

### **9.1 Obligations du Titulaire**

#### **9.1.1 *Obligation de résultat***

La prestation, objet du présent Accord-cadre, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité est assortie d'une obligation de résultat.

Le Titulaire s'engage à affecter du personnel compétent et qualifié, en quantité suffisante, pour effectuer la fourniture relative au présent Accord-cadre et respecter cette obligation de résultat.

Le Titulaire doit prendre toutes les précautions nécessaires afin de protéger les installations de toute nature existant sur le terrain ou à proximité de celui-ci. Il n'a droit à aucune indemnité du fait des sujétions dues à leur présence et s'engage à réparer à ses frais tous les dommages dont il serait responsable.

#### **9.1.2 *Obligation de conseil***

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde du CEA.

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution de l'Accord-cadre qui lui est dévolue à ce titre, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelle que nature que ce soit, à lui suggérer les démarches et solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

### **9.2 Obligations du CEA**

Le cas échéant, le CEA met à disposition du Titulaire les documents ou informations nécessaires à l'exécution du présent Accord-cadre.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprochent pour en définir l'incidence sur l'exécution de l'Accord-cadre.

## **ARTICLE 10 - CORRESPONDANTS**

Durant l'exécution des prestations objet du présent Accord-cadre, les interlocuteurs du CEA sont :

<b>Au plan technique</b>	<b>Au plan commercial et financier</b>
M/Mme [à compléter]	M/Mme [à compléter]
☎ 02.47.34[à compléter]	☎ 02.47.34[à compléter]
E-mail [à compléter]	E-mail [à compléter]

Toutes demandes ou échanges d'information ainsi que tous documents sont impérativement adressés aux correspondants désignés.

Durant l'exécution des prestations objet du présent Accord-cadre, les interlocuteurs du Titulaire sont :

Au plan technique	Au plan commercial et financier
M/Mme [à compléter par le CEA sur la base de l'offre]	M/Mme [à compléter par le CEA sur la base de l'offre]
☎ [à compléter par le CEA sur la base de l'offre]	☎ [à compléter par le CEA sur la base de l'offre]
E-mail [à compléter par le CEA sur la base de l'offre]	E-mail [à compléter par le CEA sur la base de l'offre]

## **ARTICLE 11 - SUIVI DES PRESTATIONS**

### **11.1 Généralités**

Le Titulaire de l'Accord-cadre reste seul responsable vis-à-vis du CEA Le Ripault.

Les Parties s'informent dans les plus brefs délais de la survenance de tout événement susceptible de modifier fortement les conditions d'exécution. Par conséquent, elles s'engagent à trouver une solution permettant de préserver l'intérêt respectif des Parties.

### **11.2 Réunions et revues**

Les modalités relatives aux réunions de suivi et revues d'activités sont détaillées dans le cahier des charges (§4.2.4).

### **11.3 Livrables**

Dans le cadre du présent Accord-cadre, le Titulaire s'engage à remettre à minima au CEA les livrables précisés en annexe 3 du cahier des charges référencé à l'article 2 supra.

## **ARTICLE 12 - CLAUSE DE PROGRES ENVIRONNEMENTAL**

Les parties s'inscrivent dans une démarche d'amélioration continue afin de réduire l'impact environnemental des prestations liées au marché.

Dans cette perspective, le titulaire s'engage à mettre en place un plan de progrès selon des axes d'amélioration qui seront définis conjointement avec le CEA lors de la réunion de lancement.

L'élaboration du plan de progrès sera initiée par le CEA dans un délai de 12 mois à compter de la signature du contrat.

Le plan de progrès devra préciser les points suivants :

- La périodicité des bilans de suivi
- Les objectifs
- Les indicateurs de mesure
- Les actions à mener
- Le calendrier prévisionnel de chacune des actions

Les principaux thèmes abordés pourront porter sur les optimisations identifiées et les préconisations associées, concernant par exemple :

- le processus de collecte et de tri,
- les émissions de gaz à effet de serre de la prestation,
- le taux de remplissage des camions et citernes,
- le taux d'usage des contenants réutilisables,
- le nombre d'éco-organismes sollicités,
- etc.

Le plan de progrès sera formalisé par un simple échange de courrier entre les parties.

A l'issue de la deuxième année du contrat, le Titulaire produira à la date anniversaire de l'accord un rapport annuel retraçant les actions et initiatives qu'il aura entreprises durant cette période sur les axes de progrès environnementaux précédemment identifiés.

## **ARTICLE 13 - CLAUSE D'INSERTION SOCIALE**

### **13.1 Obligations du Titulaire**

Dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, le CEA a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique en incluant une clause obligatoire d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Ce choix doit néanmoins être fait dans le respect des éventuelles restrictions d'accès au Centre du CEA liées à des contraintes de sécurité.

**Afin de participer à cette action d'insertion, le Titulaire s'engage à réserver jusqu'à 10% des heures de travail effectuées à des publics en insertion dans le respect de la législation en vigueur.**

Au-delà de l'exigence de réalisation des heures d'insertion, le CEA souhaite que l'exécution de la clause d'insertion apporte une réelle plus-value que ce soit à l'entreprise Titulaire ou aux bénéficiaires de la clause. Ainsi, cette clause doit permettre aux bénéficiaires d'acquérir une certaine expérience professionnelle réelle sur la base non seulement des formations apportées (par l'entreprise Titulaire ou par les opérateurs de l'insertion), du tutorat mis en place mais aussi des tâches confiées, leur niveau de difficulté pouvant évoluer au fur et à mesure de l'exécution de l'Accord-cadre. Ainsi, une évaluation régulière doit pouvoir être réalisée avec les bénéficiaires

Il est précisé que cet engagement ne constitue pas une cause de limitation ou de diminution de la responsabilité du Titulaire dans l'exécution de l'Accord-cadre.

L'application de cette clause peut être progressive sur les deux premières années de l'Accord-cadre afin de permettre au Titulaire de mettre en place l'organisation adéquate.

A partir de la troisième année, le Titulaire pourra se voir appliquer une pénalité pour non-respect de la clause d'insertion sociale.

### 13.2 Publics visés

Le Titulaire doit impérativement faire appel à une / des personne(s) relevant des catégories suivantes pour la réalisation de la clause d'insertion. De plus, le CEA cible plus particulièrement l'intégration de publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'Article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi :

- les Demandeurs d'Emploi de Longue Durée;
- les bénéficiaires des minimas sociaux (RSA, ASS, etc.);
- les publics reconnus travailleurs handicapés;
- les jeunes ayant un faible niveau de qualification,
- les jeunes diplômés en recherche d'emploi;
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l'opérateur « clause sociale », être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Cette liste constitue une des conditions d'exécution du présent marché. Les bénéficiaires de l'action d'insertion doivent impérativement relever de ces catégories.

Chaque profil doit être validé avant tout début de prestation.

### 13.3 Modalités de mise en œuvre

L'application de la clause d'insertion sociale consiste, pour le Titulaire, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion.

### 13.4 Contrôle de l'action d'insertion

Il est procédé au contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le Titulaire s'est engagé.

À cet effet il produit à la demande du CEA, tous les renseignements utiles (date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, encadrement technique, accompagnement socioprofessionnel, formation ..... ) propres à permettre le contrôle régulier de l'exécution de la clause et son évaluation

Les informations à apporter seront déterminées conjointement entre le CEA et le Titulaire après notification de l'Accord-cadre. En tout état de cause, le Titulaire doit informer le CEA, s'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement, afin que puissent être étudiés les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

En cas de non réalisation de la clause, le CEA peut procéder à la résiliation de l'Accord-cadre dans les conditions prévues dans ses CGA. A l'issue de l'exécution de l'Accord-cadre, il est procédé, de façon contradictoire, au bilan de l'exécution de l'action d'insertion.

**ARTICLE 14 - RECEPTION DE LA PRESTATION****14.1** Phase de réversibilité entrante (Phase A)

Le cas échéant, la phase A fait l'objet d'une acceptation et donne lieu à la signature du procès-verbal de réception entre les Parties.

**14.2** Phases opérationnelles (Phases B et B')

Mensuellement, les prestations forfaitaires réalisées durant le dernier mois écoulé font l'objet d'un contrôle par le CEA de leur bonne exécution et d'une acceptation, donnant lieu à la signature d'un procès-verbal entre les Parties.

Concernant les prestations sur BPU ou sur devis préalables forfaitaires, le Titulaire fournit un état récapitulatif mensuel des prestations effectivement réalisées et acceptées par le CEA, qui contrôle leur bonne exécution. La réception donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties.

**14.3** Phase de réversibilité sortante (Phase C)

Le cas échéant, la phase C fait l'objet d'une acceptation et donne lieu à la signature du procès-verbal de réception entre les Parties.

**ARTICLE 15 - DISPOSITIONS FINANCIERES****15.1** Montant de l'Accord-cadre

Le montant total de l'Accord-cadre est plafonné à la somme **de 5 500 000,00€ (CINQ MILLIONS CINQ CENT MILLE EUROS HORS TAXES)** et décompose comme suit :

POSTE	MONTANT TOTAL (€HT)
<b>PHASE DE REVERSIBILITE ENTRANTE</b>	
Phase A (2 mois)	
<b>PHASE OPERATIONNELLE</b>	
<b>PRESTATIONS FORFAITAIRES</b>	
Phase ferme (36 mois)	
Phase optionnelle (10 mois)	
<b>PRESTATIONS SUR BPU</b>	
Phase ferme (36 mois)	
Phase optionnelle (10 mois)	
<b>PRESTATIONS SUR DPF</b>	
Phase ferme (36 mois)	
Phase optionnelle (10 mois)	
<b>PHASE DE REVERSIBILITE SORTANTE</b>	
Phase C (1 mois)	
<b>MONTANT TOTAL PLAFOND</b>	

Le montant total de l'Accord-cadre est détaillé en annexe 1.

Tous les montants présentés ci-dessus s'entendent toutes sujétions et tous frais compris. Ils comprennent notamment la main d'œuvre, la sous-traitance éventuelle, la fourniture des matériels et produits nécessaires à la bonne exécution des prestations, etc. Le Titulaire assure à ses frais l'ensemble des achats de consommables nécessaires aux Prestations, qui sont intégrés dans le forfait.

Ce montant plafond ne saurait engager le CEA quant au volume réel des prestations à réaliser. En aucun cas, le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà des montants indiqués ci-dessus sans autorisation préalable et écrite (ordre de service) du CEA et ce, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

## 15.2 Régime fiscal

Le présent Marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. Chaque terme de paiement, sera assorti de la TVA.

Le Titulaire du présent Marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits.

## **ARTICLE 16 - REVISION DES PRIX**

### 16.1 Dispositions générales

Le cas échéant, le montant des phases de réversibilité entrante et sortante est ferme et non révisable.

Les prestations des phases opérationnelles (forfaitaires et BPU), dont les prix sont détaillés en annexe 1 sont réputés être établis aux conditions économiques du mois de remise de l'offre (soit XXXX 20XX). Ils sont fermes pour la première année d'exécution puis révisables annuellement à la date d'anniversaire de l'Accord-cadre jusqu'au terme de celui-ci.

Au plus tard deux (2) mois avant la date d'anniversaire du Marché, le Titulaire transmet par écrit au Bureau des Affaires Commerciales (BACO) du CEA Le Ripault une proposition révision des prix, arrondi au millième inférieur, valable pour l'année à venir.

Après vérification du coefficient calculé, le CEA accepte ou non ce dernier par écrit. La révision ne peut être effective qu'après accord écrit du Bureau des Affaires Commerciales (BACO) du CEA Le Ripault sur la proposition du Titulaire, donné dans le mois qui suit la date de réception de la proposition du Titulaire.

Toute proposition transmise en dehors du délai fixé ci-dessus peut être rejetée par le CEA.

Le CEA se réserve également la possibilité de faire exercer la révision des prix.

Les Parties conviennent que si des modifications venaient affecter l'existence, la composition et/ou la définition des indices prévus dans le présent Accord-cadre, les indices de substitution proposés par les pouvoirs publics s'appliqueront de plein droit. Si les indices de substitution ne sont pas encore connus lors d'une révision prévue à l'Accord-cadre, les nouveaux indices s'appliquent de manière rétroactive à la révision qui n'a pu intervenir du fait de la carence d'indices.

L'évolution de la TGAP n'est pas comprise dans la présente formule. Elle fera l'objet d'une répercussion automatique et distincte, appliquée au coût de traitement des tonnages concernés.

## 16.2 Révision des prestations forfaitaires de la phase opérationnelle (B et B', le cas échéant)

Le forfait mensuel lié aux prestations forfaitaires de la phase opérationnelle est révisable selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times (0,15 + 0,75 \times \frac{\text{Indice 1}}{\text{Indice 10}} + 0,10 \times \frac{\text{Indice 2}}{\text{Indice 20}})$$

dans laquelle :

P <sub>0</sub>	Prix aux conditions économiques du mois de remise de l'offre
P	Prix révisé
Indice 1 <sub>0</sub>	Valeur de l'indice « coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés – Eau, assainissement, déchets, dépollution » au mois de (mois de remise de l'offre) <b>Identifiant INSEE : 001565187</b>
Indice 2 <sub>0</sub>	Valeur de l'indice « Frais et services divers – Modèle de référence n°1 », pour le mois de remise de l'offre (soit XX/XXXX) <b>Identifiant Le Moniteur : FSD1</b>
Indice 1, Indice 2	Dernières valeurs réelles connues de ces mêmes indices au moment de la demande du Titulaire

## 16.3 Révision des prestations sur bordereaux de prix unitaires (BPU)

Les prix du BPU sont révisables selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times (0,15 + 0,20 \times \frac{\text{Indice 1}}{\text{Indice 10}} + 0,35 \times \frac{\text{Indice 2}}{\text{Indice 20}} + 0,30 \times \frac{\text{Indice 2}}{\text{Indice 20}})$$

dans laquelle :

P <sub>0</sub>	Prix aux conditions économiques du mois de remise de l'offre
P	Prix révisé
Indice 1 <sub>0</sub>	Valeur de l'indice « coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés – Eau, assainissement, déchets, dépollution » au mois de (mois de remise de l'offre) <b>Identifiant INSEE : 001565187</b>
Indice 2 <sub>0</sub>	Valeur de l'indice des prix de production des services « Transport routier de fret – CPF 49.1 » <b>Identifiant INSEE : 010766549</b>
Indice 3 <sub>0</sub>	Valeur de l'indice des prix de production des services « Autres services spécialisés, scientifiques et techniques – CPF 74.90 » <b>Identifiant INSEE : 010766754</b>
Indice 1 Indice 2 Indice 3	Dernières valeurs réelles connues de ces mêmes indices au moment de la demande du Titulaire

#### 16.4 Révision des BPU de rachats matières

Les prix BPU liés aux rachats de matières premières sont révisés en tant que de besoin, sur la base des indices des matières premières concernées. A chaque émission de facture concernant ces lignes BPU, le titulaire transmet les indices en vigueur et l'évolution constatée sur les prix unitaires concernés.

#### 16.5 Clause de réexamen

Dans le cas où le jeu de l'application de la formule de révision des prix conduirait à une augmentation ou une diminution supérieure à 10% (en cumulé) par rapport aux prix initiaux, les Parties conviennent de se rencontrer afin de déterminer les modalités de poursuite de l'Accord-cadre.

Si les Parties ne trouvent pas d'accord, le CEA se réserve la possibilité de résilier, sans indemnité, la partie non exécutée de l'Accord-cadre.

### **ARTICLE 17 - ECHEANCIER DE FACTURATION**

Les facturations relatives à l'exécution du présent Accord-cadre sont établies de la façon suivante et conformément à l'annexe financière :

#### 17.1 Prestations forfaitaires

- **Phase de réversibilité entrante** (Phase A - en cas d'affermissement) : 100% du montant HT à terme échu (soit XX,XX €HT), après acceptation par le CEA des prestations correspondantes (selon les modalités de l'article 14),
- **Phases opérationnelle** (Phase B et B' en cas d'affermissement) : 100% du forfait mensuel HT (soit XX,XX €HT), à terme échu après réception par le CEA des prestations correspondantes (selon les modalités de l'article 14),
- **Phase de réversibilité sortante** (Phase C - en cas d'affermissement) : 100% du montant HT (soit XX,XX €HT) à terme échu, après acceptation par le CEA des prestations correspondantes (selon les modalités de l'article 14).

#### 17.2 Prestations sur bordereaux de prix unitaires

Les prestations sur bordereaux de prix seront facturées mensuellement par le Titulaire après réception par le CEA des prestations correspondantes et de l'état récapitulatif mensuel.

Pour les prestations de collecte, transport, valorisation et traitement des déchets, le Titulaire joint à la facture une copie des bordereaux de suivi des déchets et bon de pesée.

#### 17.3 Prestations sur devis préalables forfaitaires

Les prestations sur devis préalables seront facturées à terme échu, après réception par le CEA des prestations correspondantes.

### **ARTICLE 18 - CONDITIONS DE FACTURATION ET REGLEMENT**

Les factures dématérialisées sont à adresser au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>). Pour toute question sur le traitement comptable et la mise en paiement de vos factures, l'adresse mail est la suivante : [cea-dam-comptabilite@cea.fr](mailto:cea-dam-comptabilite@cea.fr)



Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent Accord-cadre doit comporter les informations suivantes :

- le numéro de SIRET du CEA : 77568501900587,
- le code service : CER-D,
- la référence complète du bon de commande (numéro d'engagement), à savoir : n° du bon de commande (4600xxxxxx)
- l'intitulé de l'Accord-cadre,
- la date d'émission de la facture,
- le libellé exact de l'échéance facturée,
- le numéro de poste SAP correspondant à l'échéance facturée.

Les factures sont à établir hors taxes et toutes taxes comprises.

Pour les factures concernées, les révisions de prix font l'objet d'une ligne de facturation séparée clairement identifiée comportant :

- le prix aux conditions économiques initiales, telles que définies à l'article relatif à la révision de prix,
- le coefficient de révision appliqué,
- le prix révisé.

Toute facture non conforme aux termes de l'Accord-cadre sera renvoyée à l'émetteur.

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations correspondantes conformément aux conditions de l'Accord-cadre. Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures. A défaut, une facture émise sans son justificatif d'acceptation de la prestation sera rejetée en statut « recyclé ».

## **ARTICLE 19 - PENALITES**

Les pénalités définies dans le présent Accord-cadre sont :

- toutes cumulables,
- applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées directement par le CEA,
- cumulativement plafonnées à 10 % (DIX POUR CENT) du montant total de l'Accord-cadre.

Les pénalités ne sont pas libératoires de la responsabilité du Titulaire. Outre ces dispositions, l'article 39.2 des CGA s'applique au présent Accord-cadre.

Chaque fois que le CEA constate une inexécution totale ou partielle, ou une mauvaise exécution de l'Accord-cadre du fait du Titulaire, des pénalités peuvent lui être appliquées dans les conditions ci-après :

DEFAILLANCE	PENALITE ASSOCIEE
<b>Non-respect des exigences de service</b>	
Rupture de continuité de service sur site	1 500 €HT par occurrence
Absence de réalisation des autocontrôles mensuels	500 €HT par constat
Non-respect (injustifié) des fréquences de collecte	500 €HT par occurrence
Retard dans les délais d'intervention courants	50 €HT par jour calendaire de retard
Retard dans les délais d'intervention en urgence (sous 8h)	500 €HT par heure de retard
DEFAILLANCE	PENALITE ASSOCIEE
Rupture de stock dans la fourniture des conditionnements	250 €HT par occurrence
Retard dans le délai de réponse du SVP déchets	25 €HT par jour calendaire de retard
Non-conformité des mailles de broyages des déchets papiers et informatiques	2 500 €HT par occurrence
Indisponibilité des contenants	250 €HT par occurrence
Mauvaise tenue de la zone d'entreposage (ZE550) mise à disposition par le CEA	500 €HT par constat
<b>Non-respect des exigences documentaires et administratives</b>	
Retard dans la remise des livrables documentaires complets et conformes	50 €HT par jour calendaire de retard
Retard dans la transmission des devis (DPF)	50 €HT par jour calendaire de retard
Non-application des plans d'actions validés entre le CEA et le Titulaire lors de réunions	500 € HT par occurrence
Absence de remise d'un livrable documentaire	500 €HT par occurrence
<b>Non-respect des exigences de sécurité</b>	
Non-respect des consignes de sécurité sur site	2 500 €HT par constat
Anomalie ADR de niveau de gravité 1	500 €HT par constat
Anomalie ADR de niveau de gravité 2	2 500 €HT par constat
<b>Non-respect des exigences environnementales et sociales</b>	
Non-respect (injustifié) des filières d'évacuation et de valorisation identifiées dans l'offre	2 000 € HT par occurrence
Non-respect des conditions de la clause d'insertion sociale	250€ HT par occurrence
Non-respect des engagements pris dans le cadre du plan de performance	500€ HT par occurrence
Manquement aux dispositions environnementales prévues dans les documents contractuels	100€ par non-conformité constatée

**ARTICLE 20 - INTERESSEMENT**

En fonction de la satisfaction générale du CEA mesurée par l'analyse de l'enquête de satisfaction annuelle, le Titulaire peut bénéficier d'un intéressement calculé de la façon suivante :

- Indice de satisfaction général annuel < 90% : pas de bonus,
- Indice de satisfaction général annuel compris entre 90% et 95% : bonus moyen d'une valeur fixe de 2 000€,
- Indice de satisfaction général annuel > 95% : bonus de 4 000€.

Ce mécanisme d'intéressement est calculé à la date anniversaire du Marché et ce à l'issue de la première année d'exécution. Les modalités de partage de cet intéressement auprès des équipes en charge des activités de gestion et de tri des déchets sur le site du CEA relèvent de la seule responsabilité et initiative du Titulaire. Toutefois, le Titulaire veille à communiquer la méthode et les conditions d'attribution de la somme allouée par le CEA. Le CEA se réserve la possibilité de suspendre ou d'annuler cet intéressement sans avoir à le justifier auprès du Titulaire

**ARTICLE 21 - PERSONNEL DU TITULAIRE****21.1 Dispositions générales**

Le Titulaire doit se conformer aux règlements relatifs à l'accès, à la sécurité, à la discipline et à l'hygiène en vigueur sur le site du CEA Le Ripault et, plus généralement, à toutes instructions qui lui sont données par le CEA. Il prend le même engagement en ce qui concerne son personnel et ses sous-traitants éventuels auxquels il est tenu de donner toutes instructions.

**21.2 Agrément**

Le Titulaire s'engage à communiquer au CEA, 10 jours ouvrés après la notification de l'Accord, la liste du personnel affecté à l'exécution des prestations.

Ce personnel doit être agréé par le CEA. La liste du personnel présenté pour l'agrément doit être établie de telle sorte qu'un nombre suffisant de salariés en soit muni afin que le Titulaire puisse faire face à ses obligations dans le cadre du présent Accord-cadre.

Le Titulaire s'engage à retirer sans délai tout salarié qui n'a pas été agréé sans pour autant pouvoir s'en prévaloir pour justifier une quelconque défaillance dans l'exécution de ses prestations.

Le CEA peut s'opposer à l'affectation sur le site d'un ou plusieurs salariés ainsi qu'à leur maintien en fonction sans que sa responsabilité puisse être engagée de ce fait.

**ARTICLE 22 - SOUS-TRAITANCE**

Selon les dispositions des Conditions générales d'achat applicables aux marchés passés par le CEA, Chapitre 2 - Article 7, le Titulaire a l'obligation de déclarer au CEA les sous-traitants ainsi que le contenu et le montant de leur prestation.

Les sous-traitants retenus sont obligatoirement qualifiés pour le type de travail qui leur est confié. Le Titulaire de l'Accord-cadre ne peut sous-traiter une partie des travaux qui lui sont confiés sans l'accord exprès et écrit du CEA.

La demande d'agrément d'un sous-traitant, doit être impérativement faite par le Titulaire de l'Accord-cadre avant tout début d'exécution des prestations. Le manquement à cette obligation entraîne la résiliation du présent Accord-cadre selon les conditions de l'article 39.2 des CGA.

En vue d'obtenir cet agrément, le Titulaire remet au CEA par lettre recommandée avec accusé de réception, un formulaire.

L'acceptation du sous-traitant est à la discrétion du CEA qui est libre de la refuser sans avoir à motiver sa décision. L'acceptation ou le refus est signifié par écrit dans un délai de 21 jours de calendrier à compter de la réception de la demande.

## **ARTICLE 23 - DROIT D'AUDIT DE MARCHÉ ET D'INSPECTION**

### **23.1 Audit de Marché**

Le CEA se réserve le droit de faire des audits techniques et/ou financiers et/ou qualités et/ou managements et/ou sécurité, à tout moment. Concernant le volet « sécurité », les conditions des contrôles sont définies dans le Plan contractuel de sécurité.

Le CEA se réserve le droit de mandater un cabinet pour auditer les documents présentés en fonction de la nature de l'audit, et, si nécessaire, compléter ceux-ci de façon à atteindre la visibilité indispensable à la connaissance de l'objet audité.

### **23.2 Inspection**

En complément des dispositions du chapitre 6 et de l'article 21.3 de ses Conditions Générales d'Achat, le CEA se réserve le droit d'inspecter et, si nécessaire, de faire effectuer gratuitement par le Titulaire, tous essais et/ou mesures nécessaires sur tout ou partie des prestations dues par le Titulaire, à tout moment et de refuser tout ou partie des prestations en cours d'exécution qui ne seront pas conformes aux spécifications contractuelles.

Pour les besoins de l'inspection, le Titulaire permettra au CEA et/ou ses représentants d'avoir accès à toute partie des locaux où ses prestations sont en cours de réalisation, sous réserve du respect des règles de sécurité et d'accès en vigueur sur le site du Titulaire, et mettra à disposition du CEA et/ou de ses représentants toute la documentation et les appareils et moyens d'essais nécessaires à l'inspection.

### **23.3 Droit d'accès**

Pour la réalisation de l'audit et de l'inspection, le Titulaire ou ses sous-traitants doivent permettre, avec un préavis permettant d'établir les autorisations nécessaires, sans toutefois pouvoir excéder quinze (15) jours calendaires, l'accès au CEA et/ou ses représentants à l'ensemble des lieux de réalisation des prestations, sous réserve du respect des règles de sécurité et d'accès en vigueur sur le site du Titulaire, afin de vérifier la bonne exécution du Marché.

### **23.4 Obligations à transférer**

Le Titulaire doit inclure dans les marchés avec ses principaux fournisseurs et sous-traitants l'ensemble des dispositions du présent article.

**ARTICLE 24 - PROTECTION DU SECRET**

Le Marché est un marché classifié de niveau **Très Secret (TS)** au sens de la réglementation sur la protection du secret de la défense nationale. Il n'implique pas la détention d'Informations ou Supports Classifiés par le Titulaire.

**20.1** En application des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le Titulaire s'engage à assurer la protection des Informations et/ou Supports Classifiés (ISC) auxquels il a accès et/ou qu'il détient au titre du Marché, en tenant compte des dispositions particulières stipulées dans le Plan contractuel de sécurité (PCS).

Le Titulaire reconnaît avoir pris connaissance des textes portant sur ses obligations résultant de l'accès et/ou de la détention d'Informations et/ou supports classifiés couverts par le secret de la défense nationale, et plus particulièrement :

- des articles L. 2311-1 à L. 2313-1 et R. 2311-1 à R. 2312-2 du code de la défense ;
- du code pénal, notamment ses articles 413-9 et suivants ;
- de l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'Instruction Générale Interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (ci-après dénommée « IGI 1300 ») ;
- de l'arrêté du 15 mars 2021 du Ministère des armées portant approbation de l'Instruction Ministérielle n° 900 (IM 900) sur la protection du secret et des informations Diffusion restreinte et sensibles ;
- de l'Instruction interministérielle n°901/SGDSN/ANSSI du 28 janvier 2015 relative à la protection des systèmes d'information sensibles (ou « II 901 »).

Le Titulaire déclare se soumettre aux obligations résultant pour lui de l'application de ces dispositions ainsi qu'à celles découlant de l'ensemble des textes législatifs et réglementaires relatifs à la protection du secret de la défense nationale.

**20.2** Pour exécuter le Marché, le Titulaire doit détenir une habilitation au niveau requis en cours de validité. Il engage toutes les démarches nécessaires au respect de cette obligation et notamment celles relatives à son renouvellement.

En cas de perte de cette habilitation en cours d'exécution du Marché, celui-ci peut être résilié de plein droit par le CEA, en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire.

**20.3** Les personnels participant à la réalisation du Marché et ayant à connaître des Informations ou Supports Classifiés (ISC) doivent préalablement être habilités par l'autorité d'habilitation au niveau requis par le Plan contractuel de sécurité. Le Titulaire engage toutes les démarches nécessaires au respect de cette obligation et notamment celles relatives au renouvellement des habilitations de ses personnels.

Le Titulaire s'engage, dès que l'autorité d'habilitation le permet, à faire habilitier un nombre de personnels suffisant à la bonne exécution du Marché et pour toute sa durée, y compris pendant les périodes de congés, jours fériés, fermetures de centre, etc. Le Titulaire s'engage à ne faire habilitier que des personnels qui appartiennent à son entreprise, sauf autorisation écrite du CEA.

Le Titulaire tient à jour la liste des personnels habilités pour l'exécution du Marché. Il la communique à première demande du CEA et également lors de toute mise à jour.

Le Titulaire s'engage à ce que ses personnels n'accèdent à aucune installation autre que celle(s) concernée(s) par le Marché.

- 20.4** Le Titulaire s'engage à informer ses personnels habilités du caractère secret des prestations et de l'obligation qui leur est faite de tenir confidentiels l'ensemble des Informations ou Supports Classifiés auxquels ils seront amenés à accéder et/ou qu'ils seront amenés à détenir.

A ce titre, le Titulaire fait signer à ses personnels habilités l'engagement de responsabilité prévu par l'IGI 1300.

- 20.5** L'exécution du Marché peut conduire le Titulaire à avoir connaissance d'informations ou supports qui, sans être couverts par le secret de la défense nationale, portent la mention « diffusion restreinte » et ne peuvent dès lors être rendus publics. Le Titulaire s'engage à respecter pour ces informations et supports, les dispositions de l'IGI 1300 et les dispositions du Plan contractuel de sécurité.

- 20.6** Le Titulaire s'engage à ne pas sous-traiter les prestations classifiées du Marché, sauf autorisation préalable exceptionnelle du CEA accordée par écrit et précisant les conditions de cette sous-traitance. Dans ce cas, la réalisation par un sous-traitant de prestations classifiées est notamment conditionnée par l'obtention d'une habilitation au niveau requis par l'autorité d'habilitation compétente, de la personne morale dudit sous-traitant et de ses personnels concernés.

Le nom des entreprises sous-traitantes ainsi que la nature des prestations sous-traitées doivent être décrites dans le Plan contractuel de sécurité du Marché.

Le Titulaire s'engage à ce que les entreprises sous-traitantes se conforment aux dispositions du présent article.

Le Titulaire doit notamment mettre en place un Plan contractuel de sécurité « fille » élaboré par ses soins, signé par le sous-traitant, validé et contresigné par l'Officier de sécurité du CEA.

Par ailleurs, la sous-traitance de prestations sensibles, au sens de l'article 5.3.2 de l'IGI 1300, est soumise à l'obtention préalable écrite par le Titulaire de l'autorisation du CEA. A cet effet, le Titulaire transmet au CEA l'avis sans réserve d'enquête administrative de la personne morale du sous-traitant (ou, le cas échéant, une attestation d'habilitation en cours de validité de la personne morale du sous-traitant).

- 20.7** Le Titulaire informe le CEA, dans le délai d'un mois, de l'achèvement des prestations classifiées du Marché. Il remet obligatoirement au CEA la Fiche de clôture du Plan contractuel de sécurité (FICPCS) qui est jointe au Plan contractuel de sécurité.

Il s'engage à respecter les dispositions relatives à la destination des Informations ou Supports Classifiés convenues avec le CEA et précisées par la FICPCS.

En cas de non-respect de ces dispositions, le Titulaire encourt la sanction suivante : paiement d'une pénalité d'un montant de 500 € HT/jour de retard.

- 20.8** Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des obligations découlant des paragraphes du présent article, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une

négligence, peut entraîner l'abrogation de la décision d'habilitation au secret de la défense nationale de la personne morale et, par voie de conséquence, la résiliation de plein droit du Marché, en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire sans préjudice des peines prévues par le code pénal.

Fait à Monts,.

(en double exemplaire originaux)

Pour le Titulaire, le

Pour le CEA, le

**ANNEXE 1 - DECOMPOSITION DES PRIX**



**ANNEXE 2 - PROCES VERBAL DE RECEPTION****PROCES VERBAL DE RECEPTION**

COMMANDE N° : 4600

DEMANDE D'ACHAT N° :1680

FOURNISSEUR :

OBJET :

Je soussigné, ..... , pilote de travaux ou de contrat du CEA Le Ripault, après avoir procédé à l'examen des prestations exécutées par le Titulaire au titre de la commande sus-désignée en présence de son représentant, déclare que la recette (cocher la case correspondante) :

Partielle ou Intermédiaire	Usine	Sur site du CEA Le Ripault	Finale (après installation, formation ou fin de travaux)

☐ N'est pas prononcée.☐ Est prononcée :☐ Avec réserve(s) :- Sans incidence sur le paiement inhérent à cette recette. <sup>(1)</sup>- Avec suspension de paiement jusqu'au constat de levée de réserve(s). <sup>(1)</sup>

Le Titulaire et le pilote de travaux ou de contrat du CEA Le Ripault, conviennent que les prestations sous réserves (indiquées en annexe) seront exécutées dans un délai de ..... à compter de ce jour.

☐ Sans réserve avec effet à la date du :

Nota : La date de départ de la période de garantie est celle de la réception sans réserve ou du constat de levée de celles-ci.

A ..... , le

Le Titulaire

Le Maître d'œuvre

Pour le CEA Le Ripault

**CONSTAT DE LEVEES DES RESERVES**

Le pilote de travaux ou de contrat du CEA Le Ripault et le Titulaire, ci-dessus désignés, constatent qu'il a été valablement remédié aux malfaçons, omissions et imperfections concernées.

FAIT A ..... , LE

Le Titulaire

Le Maître d'Ouvre

Pour le CEA Le Ripault

<sup>(1)</sup> (rayer la mention inutile)

## CONSTATS DES RESERVES

<u>Nature des réserves</u>	<u>Prestations à exécuter</u>

Fait à :  
Le

Le Titulaire

Pour le CEA le Pilote de travaux ou de  
contrat

### **ANNEXE 3 – CONVENTION D'HEBERGEMENT**

*Cf annexe*